



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 16 – 28 avril 2023

☼ Sommaire

Fait marquant

- En marge du sommet de la mer du Nord à Ostende, le Royaume-Uni approfondit sa coopération énergétique avec les Pays-Bas et le Danemark

Climat & Energie

- *Greenpeace* forme un recours devant la Haute Cour de Justice contre l'attribution de nouvelles licences d'exploitation d'hydrocarbures
- La dette des clients envers les fournisseurs d'énergie serait en forte hausse

Environnement

- Le gouvernement promet d'inscrire les objectifs de réduction des déversements d'eaux usées dans la loi
- Le *National Audit Office* pointe les carences du DEFRA dans la mise en œuvre des stratégies de protection de l'environnement

Industrie

- *Unipart*, fabricant de pièces détachées automobiles, pourrait délocaliser sa production aux Etats-Unis
- La nouvelle Directrice générale de la *CBI* présente ses priorités pour tenter de réformer l'organisation

Transports

- La généralisation des voitures électriques pourrait entraîner une hausse de la circulation et des accidents routiers
- Le nombre de voitures sur les routes britanniques augmente pour la première fois depuis 2019
- Le think tank *Green Alliance* publie ses propositions pour encourager un « *changement modal* » des habitudes de transport

Fait marquant

En marge du sommet de la mer du Nord à Ostende, le Royaume-Uni approfondit sa coopération énergétique avec les Pays-Bas et le Danemark

Le ministre chargé de l'énergie, Grant Shapps, s'est rendu au Sommet de la mer du Nord, organisé lundi 24 avril à Ostende, en Belgique. Ce Sommet a réuni neuf chefs d'Etat et de gouvernement, ainsi que la Présidente de la Commission européenne, pour accélérer le déploiement de l'éolien en mer afin d'atteindre 120 GW de puissance installée en mer du Nord en 2030 et 300 GW en 2050. Le Royaume-Uni était le seul Etat à ne pas être représenté au plus haut niveau. En marge du Sommet, le ministre en charge de l'énergie, Grant Shapps, a annoncé l'ouverture d'une [nouvelle interconnexion électrique « multi-usage »](#) d'une capacité d'1,8 GW, baptisée *Lion Link*, qui reliera certains parcs éoliens en mer du Nord au Royaume-Uni et aux Pays-Bas. Elle devrait entrer en service au début de la décennie 2030. En parallèle, le Royaume-Uni a également signé un [Memorandum of Understanding avec le Danemark](#) pour renforcer la coopération bilatérale énergétique entre les deux pays, en particulier concernant les réseaux de chaleur, l'efficacité énergétique dans les bâtiments, l'éolien en mer, les « îlots énergétiques », le stockage de l'électricité, l'hydrogène, les interconnexions et la décarbonation de l'industrie.

Le chiffre de la semaine

25 %

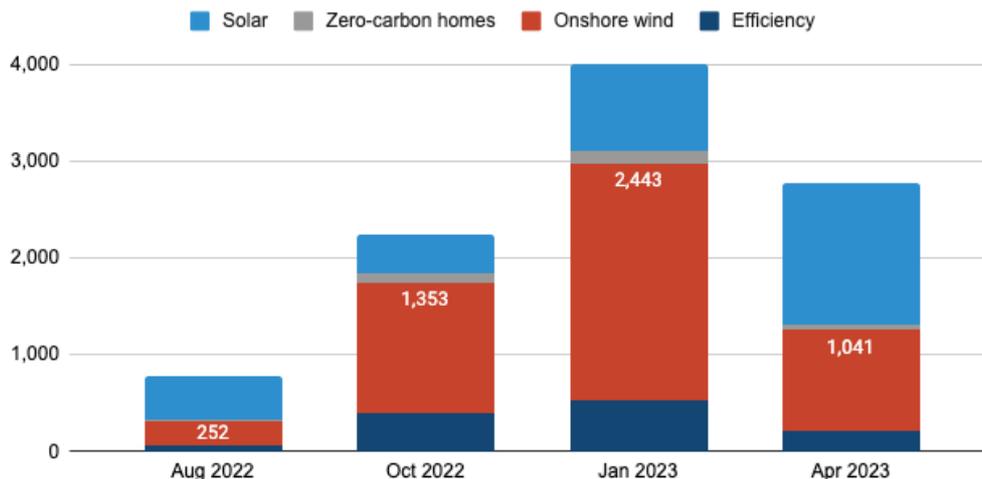
La zone très faibles émissions ([ULEZ](#)) de Londres sera étendue à l'ensemble de l'agglomération à partir d'août. Les véhicules les plus polluants (qui ne respectent pas au moins les standards Euro 4 pour les moteurs essence et Euro 6 pour les moteurs diesel) devront s'acquitter d'un péage quotidien pour pouvoir y circuler. Selon une étude de la société d'assurance *Churchill Expert*, 25% des habitants de l'agglomération dont les véhicules ne respectent pas ces normes d'émissions prévoiraient d'acheter un nouveau véhicule afin de ne pas s'acquitter du péage quotidien.

Le graphique de la semaine



A lack of new onshore wind makes up £5.1bn of the £9.8bn bill for 'cutting the green crap', more than half of the total

Savings per quarter if policies had not been scrapped, £m



Source: Carbon Brief analysis

CarbonBrief
CLEAR ON CLIMATE

Selon l'analyste Simon Evans du média [Carbon Brief](#), le moratoire *de facto* sur l'éolien terrestre en vigueur depuis 2015 en Angleterre aurait privé le Royaume-Uni de près de 7 GW de capacité, qui auraient permis de générer 15 à 20 TWh et de réduire la facture d'énergie du pays de 5,1 Md£ sur l'année 2022/23. Au total, il estime à 9,8 Md£ pour l'année budgétaire 2022/23 le coût du « détricotage des politiques climatiques » amorcé par le Premier ministre David Cameron en 2013 (il promettait alors de « *cut the green crap* ») et poursuivi par les gouvernements conservateurs qui lui ont succédé.

Climat & Energie

Flash – Les porteurs du projet d'interconnexion [Xlinks](#) entre le Maroc et le Royaume-Uni (3,6 GW), comprenant également une centrale solaire de 10,5 GW et un système de stockage de 20 GWh / 5 GW, ont levé 30 M£ auprès du fonds souverain *Abu Dhabi National Energy Company* (25 M£) et de l'énergéticien britannique *Octopus Energy* (5 M£).

Flash – Le fonds d'investissement américain [Quantum Energy Partners](#) va investir 300 M£ en fonds propres pour rénover le port d'Ardesier, près d'Inverness, amené à jouer un rôle clé pour le développement de l'industrie de l'éolien en mer.

Flash – Plusieurs fonds de pension britannique, dont le plus important, *Legal & General Capital*, ne souhaiteraient pas [financer le projet de centrale nucléaire Sizewell C](#), malgré l'ouverture au nucléaire du régime *Regulated Asset Base* (RAB) qui réduit le risque pris par les investisseurs.

Flash – Le groupe britannique *British Petroleum* (BP) a fait face, lors de son assemblée générale, à une [fronde d'actionnaires](#) remontés contre sa décision de ralentir sa transition énergétique.

Cinq fonds de pension parmi les plus importants au R-U ont ainsi prévenu qu'ils allaient s'opposer à la reconduction du mandat de son président Helge Lund lors de l'assemblée générale qui se tient jeudi à Londres, tandis que l'organisation d'activisme actionnarial *Follow This* a déposé une résolution qui demande au groupe d'être plus ambitieux sur ses objectifs climatiques.

Greenpeace forme un recours devant la Haute Cour de Justice contre l'attribution de nouvelles licences d'exploitation d'hydrocarbures

[Le recours de l'antenne britannique de Greenpeace contre l'attribution de nouvelles licences d'exploitation d'hydrocarbures](#) a été jugé recevable par la Haute Cour de Justice ce mercredi 26 avril. L'ONG estime que la procédure d'attribution de plus de 100 nouvelles licences, lancée en octobre 2022 dans le cadre de la stratégie de sécurité énergétique portée par l'ancienne Première ministre Liz Truss, ne respecte pas les engagements climatiques du Royaume-Uni, dans la mesure où elle ne tient pas compte des émissions de gaz à effet de serre des combustibles fossiles.

La dette des clients envers les fournisseurs d'énergie serait en forte hausse

Au début de l'année 2023, l'[Ofgem](#) estimait la dette accumulée des clients envers leurs fournisseurs à 2,5 Md£ en 2022. Selon [EnergyUK](#), cet indicateur aurait continué à augmenter significativement et atteindrait plus de 3,5 Md£ sur toute l'année 2022, soit 129 £ en moyenne par ménage. La situation est sans doute plus hétérogène selon les ménages. En effet, une autre étude, réalisée par le comparateur [Uswitch](#) met en avant une hausse du nombre de ménages en situation de crédit vis-à-vis de leurs fournisseurs, avec une balance positive estimée à près de 7 Md£, soit 5Md £ de plus que l'an dernier. Cette hausse est attribuée à la combinaison d'un hiver plus doux, d'efforts accrus des ménages pour réaliser des économies et du soutien apporté par les aides gouvernementales.

Environnement

Le gouvernement promet d'inscrire les objectifs de réduction des déversements d'eaux usées dans la loi

Les parlementaires conservateurs ont rejeté mardi 25 avril une motion déposée par les travaillistes pour imposer un débat suivi d'un vote sur leur proposition de loi relative à la qualité de l'eau et aux rejets d'eaux usées. Celle-ci visait notamment à introduire des sanctions automatiques plus fermes à l'encontre des compagnies d'eau en cas de non-respect de leurs objectifs de réduction de rejet d'eaux usées. Afin d'éviter tout procès en inaction, la ministre de l'environnement, Thérèse Coffey, a promis [d'inscrire dans la loi les objectifs définis par le plan de réduction des rejets d'eaux usées par les déversoirs d'orage \(Storm overflows discharge reduction plan\)](#). Pour mémoire, selon ce plan, ces rejets ne seront autorisés qu'à la condition que celles-ci démontrent qu'ils n'auront pas d'effet néfaste sur l'environnement local, avec une application effective à toutes les zones de baignade d'ici 2035, à tous les sites de haute priorité ou à proximité de ceux-ci d'ici 2045 et à tous les autres sites d'ici 2050. Le gouvernement devrait présenter son propre projet de loi le mois prochain.

Le National Audit Office pointe les carences du DEFRA dans la mise en œuvre des stratégies de protection de l'environnement

Dans son dernier rapport faisant écho aux manquements déjà pointés par l'[Office for Environment Protection](#) en mars 2023, le *National Audit Office* (NAO) s'est penché sur la capacité du ministère chargé de l'environnement à atteindre ses objectifs environnementaux. S'il salue l'ambition des cibles de long terme définies par le gouvernement, le NAO souligne que les objectifs à cinq ans définis en 2018 ne devraient pas être atteints. Il doute également de l'atteinte des nouveaux objectifs définis en janvier 2023 dans le cadre de l'*Environmental Improvement Plan*, faute d'une parfaite compréhension des effets des outils déjà en place, d'indicateurs de progrès bien définis et de ressources humaines en nombre conséquent.

Industrie

Flash – Le cabinet de [lobbying](#) *WPI Strategy* lance une campagne d'un an intitulée « *BizUK* » dont le but est de soutenir « *la représentation des entreprises auprès des principaux partis politiques dans la période pré-électorale « critique »* ». Le directeur de *WPI* a cependant affirmé que l'objectif n'était pas de remplacer la *Confederation for British Industry* (CBI) (cf. brève infra).

Unipart, fabricant de pièces détachées automobiles, pourrait délocaliser sa production aux Etats-Unis

[Unipart](#), qui est basée à Oxford et emploie plus de 8 000 personnes, fabrique des pièces pour l'industrie automobile et exerce des activités de logistique. Interrogé par la *BBC*, son PDG John Neil a indiqué qu'il souhaitait continuer d'investir en Grande-Bretagne mais que les entreprises britanniques ne pouvaient « *rivaliser* » avec les subventions offertes par l'*Inflation Reduction Act* américain ou le *Green Deal* européen. John Neil, qui est également membre du conseil d'administration de la *SMMT*, a précisé que l'*IRA* offrait aux entreprises « *un ensemble d'incitations et d'aides fiscales qui changent complètement la donne* » et qu'il était difficile d'ignorer. L'ancien patron d'*Aston Martin* avait pour sa part affirmé que l'*IRA* représentait un risque pour l'ensemble de la filière automobile britannique. Pressé par le secteur privé, le gouvernement a annoncé qu'il présenterait sa réponse à l'*IRA* une fois que l'UE aurait précisé sa propre stratégie. Le parti travailliste s'est de son côté engagé à adopter un « *IRA britannique* », mais sans préciser comment seraient financées les subventions versées dans ce cadre.

La nouvelle Directrice générale de la CBI présente ses priorités pour tenter de réformer l'organisation

Principale fédération patronale britannique rassemblant 190 000 membres, la CBI fait l'objet depuis plusieurs semaines d'accusation de harcèlement, agressions sexuelles et viols. Ces accusations, relayées par le quotidien *The Guardian*, ont conduit à la démission de plusieurs membres de la direction dont le Directeur général Tony Danker. La CBI a également suspendu les nouvelles adhésions et toutes ses activités publiques jusqu'en juin, et son président Brian McBride a publié une [lettre](#) d'excuses. Les partis conservateur et travailliste ont également coupé tout lien avec la fédération, la seule fédération professionnelle britannique à représenter une telle diversité de secteurs et de tailles d'entreprises. [Rain Newton-Smith](#) la nouvelle Directrice générale, qui a travaillé comme économiste en chef à la CBI entre 2014 et 2023 avant de rejoindre

Barclays, doit présenter début juin un projet de « réforme radicale » pour une organisation « recentrée ». Ses propositions seront soumises au vote des membres de la fédération lors d'une assemblée générale extraordinaire début juin. Rain Newton-Smith a également reconnu que le départ de plus de 50 membres importants de la CBI créait des difficultés financières pour l'organisation dont le budget annuel de 25 M£ dépend largement des contributions des entreprises membres.

Transports

Flash – La ligne de métros et trains régionaux [Elizabeth Line](#) devrait être pleinement opérationnelle à partir du 21 mai avec une moyenne de 24 trains/heures en heures de pointe dans la capitale et des services directs entre Shenfield, dans l'Essex, et l'aéroport d'Heathrow.

Flash – Témoignant devant la commission parlementaire des [Transports](#), les représentants des compagnies ferroviaires et des syndicats des transports ont indiqué que la future loi sur le [service minimum](#) en cas de grèves risquait d'aggraver les conflits sociaux au R-U.

Flash – L'*Aslef*, syndicat représentant les conducteurs de trains, a annoncé trois nouvelles journées de [grèves](#) en mai et juin. La RMT consulte par ailleurs ses membres concernant d'éventuelles nouvelles grèves dans le métro londonien.

Flash – *P&O Ferries*, qui avait licencié 786 marins de droit britannique en mars 2022, prévoit de renouer avec les profits cette année. Selon l'entreprise, le marché du transport de passagers devrait s'améliorer dans les cinq prochaines années et le transport de marchandises devrait retrouver son niveau pré-pandémique l'année prochaine. Les contrôles douaniers et d'identité post-Brexit pourraient toutefois remettre en cause ces prévisions.

Flash – Malgré le dynamisme de la demande passagers, l'aéroport d'[Heathrow](#) a annoncé une perte avant impôts consolidée de 139 M£ pour le T1 2023.

La généralisation des voitures électriques pourrait entraîner une hausse de la circulation et des accidents routiers

L'article publiée par le [Telegraph](#) s'appuie sur l'analyse du gouvernement des coûts et bénéfices du *zero emissions vehicle (ZEV) mandate*, qui obligera les constructeurs britanniques à vendre un pourcentage minimum de voitures et véhicules utilitaires zéro émissions dès 2024, avec un objectif de 100 % des ventes d'ici 2035. Selon cette analyse, à partir de 2026, le coût d'utilisation d'une voiture électrique s'élèverait en moyenne à 4 *pences*/km contre 10 *p*/km pour une voiture essence. Ces moindres coûts pourraient inciter les automobilistes à utiliser davantage leur voiture individuelle: 8 milliards de km supplémentaires pourraient ainsi être effectués sur les routes britanniques d'ici 2035, un chiffre qui devrait plafonner à 12 milliards de km en 2040. Cette hausse du trafic entraînerait une hausse des embouteillages et des accidents de la route, pour un coût total pour l'économie britannique de respectivement 50 Md£ et 5 Md£ sur les cinquante prochaines années.

Le nombre de voitures sur les routes britanniques augmente pour la première fois depuis 2019

La fédération des constructeurs automobiles (SMMT) a publié ses [données](#) sur la composition du parc automobile britannique en 2022. 40,7 M de voitures étaient en circulation au R-U l'année dernière, soit la première hausse (+ 0,5 % par rapport à 2021) depuis 2019. Le nombre de voitures électriques atteint 1,1 million, soit 1,9 % du parc automobile, contre 58,6 % pour les voitures à essence, qui demeurent majoritaires. Les constructeurs britanniques s'attendent à une hausse de la part des voitures électriques dans le parc automobile britannique reflétant ainsi une tendance mondiale : selon les prévisions de l'Agence internationale de l'Energie, [20 %](#) des voitures vendues dans le monde cette année seront électriques. Le nombre de camions et de véhicules utilitaires en circulation au R-U a augmenté d'1,9 % et 1,7 % par rapport à 2021. Le nombre de bus et d'autobus a en revanche reculé de 2,3 % et se situe à son plus bas niveau depuis 2013, date de début de compilation de ces données. Malgré l'augmentation totale du parc automobile, la SMMT note que les émissions de CO2 ont diminué d'1,6 % par rapport à 2021 grâce au développement des véhicules faibles ou zéro émissions. La fédération estime toutefois que l'insuffisance des bornes de recharge, en particulier pour les véhicules lourds, constitue un frein au déploiement de ces véhicules « propres ».

Le think tank *Green Alliance* publie ses propositions pour encourager un « *changement modal* » des habitudes de transport

Selon cette [étude](#), menée en collaboration avec l'université de Cardiff, le R-U devrait réduire d'au moins 20 % le nombre de kilomètres parcourus en voiture (y compris électriques) d'ici 2030 afin d'atteindre ses objectifs en matière de décarbonation des transports à horizon 2050. Le « *changement modal* » vers les transports en commun et les mobilités douces permettrait de réduire de 8 Md£ les coûts annuels liées aux embouteillages, tout en fournissant des services de transports aux 46 % de ménages à faibles revenus ne possédant pas de voitures. L'étude conclut par plusieurs recommandations, dont la création d'une commission indépendante, responsable devant le Trésor et le ministère des Transports, qui devra proposer un système de taxation au kilomètre (*road pricing*) en remplacement des droits d'accises sur les carburants. Les revenus de cette nouvelle taxe devraient être utilisés pour investir dans les transports en commun et les mobilités douces.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gov.fr/tresor-international